

19.27 *
24073 EURCOM B

21877 COMEU B

1	R0-R3
TR.	8) 3
I.S.	✓
FIN.	✓
AGR.	✓
ENE.	✓
R.D.	✓
ADM.	✓
S.A.	✓
	mmB
	c.f.

DE : C.C.E. BRUXELLES - SEG12 - S.G.
A : C.E. WASHINGTON - WASHINGTON
REF: 19:27 10-12-82 000018273 - 000019512

TELEX NO 219394-SG-B 11/51

432

TELEX HEBDOMADAIRE NR 107 DU 10.12.82 DESTINE A L'ENSEMBLE DES DELEGATIONS EXTERIEURES ET BUREAUX DE PRESSE ET D'INFORMATION INDEPENDANTS DANS LES PAYS TIERS.

1. INTRODUCTION

1.1. SUITES DU CONSEIL EUROPEEN

DU CONSEIL EUROPEEN DONT VOUS AVEZ RECU LES CONCLUSIONS TIREES PAR LA PRESIDENCE, ON RETIENDRA PARTICULIEREMENT LES DISPOSITIONS DE CALENDRIER SUIVANTES :

SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE

- DECISIONS AVANT FIN AVRIL 1983 SUR LES MESURES PRIORITAIRES POUR LE RENFORCEMENT DU MARCHÉ INTERIEUR PROPOSEES PAR LA COMMISSION

(UN PREMIER DEBAT DE SUBSTANCE DEVRAIT INTERVENIR LUNDI DANS LE CONSEIL)

- ACCELERATION DE LA PROCEDURE D'ADOPTION DES PROPOSITIONS DE LA COMMISSION DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE, DE L'INNOVATION ET DE L'ENERGIE.

- DECISION AVANT LE PROCHAIN CONSEIL EUROPEEN SUR L'ENVELOPPE BUDGETAIRE DU NIC DE 3 MILLIARDS D'ECUS.

- PRIORITE AUX MESURES EN FAVEUR DES JEUNES (GARANTIES DE FORMATION PROFESSIONNELLE OU D'UN PREMIER EMPLOI) ET A LA REORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL.

ELARGISSEMENT

- REVISION DES ORGANISATIONS DE MARCHÉ POUR LES PRODUITS MEDI-

TERRANEENS (''ACQ COMMUNAUTAIRE'') AVANT LE FIN MARS

- INVITATION A LA COMMISSION D'EXPLORER DES MAINTENANT AVEC LES DEUX PAYS CANDIDATS L'INTRODUCTION D UN CERTAIN NOMBRE DE MESURES INTERNES AFIN DE PREPARER LEUR ECONOMIE A L'ADHESION DANS DES SECTEURS SENSIBLES.

AU TITRE DES RELATIONS AVEC LES PAYS TIERS, LE CONSEIL EUROPEEN ATTEND DU CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' DE LUNDI, DES DECISIONS SUR LES MOYENS D'AMELIORER LES RELATIONS COMMERCIALES BILATERALES AVEC LE JAPON ET LES MINISTRES S'ENTRETIENDRONT AU DEJEUNER AVEC LE PRESIDENT THORN DES RESULTATS DE LA VISITE DE LA DELEGATION MINISTERIELLE U.G. DU 10.12 A LA COMMISSION.

1.2 CONSEIL 'AFFAIRES GENERALES' (13.12)

LE CONSEIL DE LUNDI TRAITERA EGALEMENT DES POINTS PRINCIPAUX SUIVANTS :

- RENFORCEMENT DU SYSTEME ANTI-CRISE SIDERURGIQUE ET VOLET EXTERNE
- REVISION DU PROGRAMME CCR 1983 (''SUPER SARA'')
- ORIENTATION ET ORGANISATION DES TRAVAUX ULTERIEURS DU MARCHÉ INTERIEUR ,CERTIFICATION COMMUNAUTAIRE POUR LES PRODUITS DES PAYS TIERS ET PROCEDURE D'INFORMATION SUR LES NORMES
- ACCORD MULTIFIBRES
- EXAMEN DE L'ACCORD COMMERCIAL CEE-ESPAGNE DE 1970
- CONTINGENTS TARIFAIRES POUR LE PAPIER JOURNAL

2. AFFAIRES INTERIEURES

2.1 CONSEIL 'ENVIRONNEMENT' (3 ET 4 DECEMBRE)

LE CONSEIL S'EST REUNI JUSQU'A DEUX HEURES DU MATIN, LA PLUPART DU TEMPS EN CADRE RESTREINT, SANS ARRIVER A DES DECISIONS SUR LES PRINCIPAUX POINTS A L'ORDRE DU JOUR. LA SEULE DECISION CONCERNE LA DIRECTIVE SUR LA PREVENTION DES EFFETS SUR LA SANTE DU PLOMB DANS L'AIR.

LE POINT DELICAT DES BEBES PHOQUEG N'A PAS ABOUTI A UNE CONCLUSION ET LE CONSEIL S'Y CONGRACRERA A NOUVEAU LE 17 DECEMBRE. QUATRE POSSIBILITES SONT ENVISAGEES : PROPOSITION DE REGLEMENT

ART. 113, PROPOSITION DIRECTIVE ART. 100 RESOLUTION OU RECOMMENDATION.

PAR CONTRE, UN LARGE CONSENSUS S'EST FAIT SUR LE TROISIEME PROGRAMME D' ACTIONS (ANNEES 82-86) PROPOSE PAR LA COMMISSION ET LE CONSEIL DEVRAIT LE FORMALISER LE 17. LES PRIORITES RETENUES SONT, SUR LE PLAN GENERAL, L'INTEGRATION DE LA DIMENSION DE L'ENVIRONNEMENT DANS LES AUTRES POLITIQUES COMMUNAUTAIRES ET, DANS LES SECTEURS PLUS SPECIFIQUES : PROTECTION DE L'EAU, DE L'AIR, SUBSTANCES DANGEREUSES, COOPERATION AVEC LES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT.

2.2 INFRASTRUCTURE DES TRANSPORTS

SUR PROPOSITION DE M. CONTORGEORGIS, LA COMMISSION A ADOPTE UN PROGRAMME EXPERIMENTAL EN MATIERE D'INFRASTRUCTURE DES TRANSPORTS. CE PROGRAMME EST ETABLI A LA DEMANDE DU CONSEIL POUR FACILITER LES TRAVAUX SUR UNE AIDE COMMUNAUTAIRE AUX INFRASTRUCTURES DE TRANSPORTS. LA COMMISSION SOUMET DES PROJETS PRECIS POUR UNE PREMIERE TRANCHE PORTANT SUR 1983 ET 1984 ET DONNE DES INDICATIONS PLUS GENERALES SUR LE CONTENU D'UNE DEUXIEME TRANCHE 1985 A 1987. LES PROJETS RETENUS PAR LA COMMISSION VISENT A AMELIORER DES LIAISONS ROUTIERES, FERROVIAIRES ET PAR VOIE D'EAU, INTERESSANT CHAQUE FOIS PLUSIEURS PAYS MEMBRES.

3. ELARGISSEMENT

3.1 ESPAGNE

LE VICE-PRESIDENT NATALI EFFECTUE CETTE FIN DE SEMAINE UNE VISITE OFFICIELLE EN ESPAGNE OU IL RENCONTRERA LES NOUVEAUX DIRIGEANTS.

LUNDI SE TIENDRA A BRUXELLES UNE CONFERENCE AU NIVEAU MINISTERIEL SANS ORDRE DU JOUR PARTICULIER. CELLE-CI SERA ESSENTIELLEMENT L'OCCASION POUR LE NOUVEAU MINISTRE ESPAGNOL DE FAIRE DEVANT SES COLLEGUES DES DIX UNE DECLARATION DE CARACTERE GENERAL.

3.2 PORTUGAL : AIDES PRE-ADHESION

LE CONSEIL DEVRAIT FORMELLEMENT APPROUVER UN PROJET D'ASSAINISSE-

MENT DU FLEUVE D. NO COMPORTANT UNE VONTRIBL. ON DE LA COMMUNAUTE
DE 6 MIO ECUS.

4. RELATIONS EXTERIEURES

4.1 EC/US RELATIONS

AS ANNOUNCED BY VICE-PRESIDENT HAFERKAMP AND UNDERSECRETARY WALLIS AT A PRESS CONFERENCE IN WASHINGTON ON NOVEMBER 9, US/EC MINISTERIAL LEVEL CONSULTATIONS WILL BE HELD IN BRUSSELS ON DECEMBER 10.

THE COMMISSION WILL BE REPRESENTED BY PRESIDENT THORN, VICE-PRESIDENTS HAFERKAMP, DAVIGNON AND ORTOLI, AND COMMISSIONER DALSAGER. THE US DELEGATION WILL CONSIST OF SECRETARY OF STATE SHULTZ, SECRETARIES REAGAN (FINANCE), BALDRIGE (COMMERCE), BLOCK (AGRICULTURE) AND AMBASSADOR BROCK (US TRADE REPRESENTATIVE).

DISCUSSIONS WILL CONCENTRATE ON : TRADE ISSUES (POST GATT MINISTERIAL, BILATERAL PROBLEMS, THE INTERNATIONAL FINANCIAL AND ECONOMIC SITUATION US-EC AGRICULTURAL RELATIONS AND EAST/WEST RELATIONS. POLITICAL DISCUSSION OF KEY POLICY AREAS OF MUTUAL CONCERN WILL TAKE PLACE DURING DINNER.

4.2 AELE

LES COMITES MIXTES AVEC L'ISLANDE, LA NORVEGE, LA SUEDE, L'AUTRICHE ET LA SUISSE ONT EU LIEU CES DEUX DERNIERES SEMAINES. LA SITUATION ECONOMIQUE GENERALE, LE DEVELOPPEMENT DES ECHANGES COMMERCIAUX, LE FONCTIONNEMENT DES ACCORDS AINSI QUE CERTAINES QUESTIONS COMMERCIALES SPECIFIQUES ONT ETE EXAMINEES. L'EXAMEN A PERMIS DE CONSTATER UNE SATISFACTION GENERALE SUR LE DEROULEMENT DES ACCORDS DIX ANS APRES LEUR ENTREE EN VIGUEUR.

PARDI LES PROBLEMES PARTICULIERS SOULEVES, ON RETIENDRA NOTAMMENT :

- ISLANDE : SUSPENSIONS DOUANIERES POUR LES PRODUITS DE LA PECHE
- SUEDE : DIMINUTION DES QUANTITES DE HARENGS QUE LA COMMUNAUTE IMPORTE EN FRANCHISE ' APPLICATION DES DROITS ' PAYS-TIERS ' SUR CERTAINS PRODUITS DU SECTEUR DU PAPIER

- AUTRICHE : CONSEQUENCE DE LA LIMITATION DES EXPORTATIONS EUROPEENNES DE PRODUITS SIDERURGIQUES VERS LES ETATS-UNIS.

- SUISSE, AUTRICHE ET SUEDE ONT EXPRIME LEURS PREOCCUPATIONS DEVANT L'ATTITUDE FRANCAISE EN MATIERE DE REGIMES D'IMPORTATIONS.

EN MATIERE DE REGLES D'ORIGINE, LES COMITES MIXTES ONT PAR AILLEURS DECIDE L'INTRODUCTION DES REGLES ALTERNATIVES DE POURCENTAGE POUR LES PRODUITS MANUFACTURES (CHAPITRES 84 A 92)

LA PRESIDENCE ALLEMANDE A FAIT PART DE SON INTENTION DE TENIR EN JANVIER EN ALLEMAGNE UNE REUNION MINISTERIELLE AVEC LES PARTENAIRES DE L'AELE.

4.3 ROUMANIE - COMMISSION MIXTE

LA DEUXIEME REUNION DE LA COMMISSION MIXTE S'EST REUNIE LES 2 ET 3 DECEMBRE A BUCAREST. LA DELEGATION DE LA COMMUNAUTE ETAIT DIRIGEE PAR LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP, LA DELEGATION ROUMAINE PAR M. VASILE PUNGAN, MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE.

LA DELEGATION COMMUNAUTAIRE, APRES AVOIR REGRETTE L'EVOLUTION DEFAVORABLE DES ECHANGES COMMERCIAUX AVEC LA ROUMANIE CONSTATEE DEPUIS DEUX ANS, A NEANMOINS REAFFIRME LA PERMANENCE DES OBJECTIFS DES ACCORDS AVEC LA ROUMANIE. DANS CETTE PERSPECTIVE, L'ACCES DE LA ROUMANIE AU MARCHE COMMUNAUTAIRE A ETE A NOUVEAU ELARGI PAR LA SUPPRESSION DE DIVERSES RESTRICTIONS QUANTITATIVES A L'IMPORTATION ET L'AUGMENTATION DE CONTINGENTS.

IL A ETE CONVENU, PAR AILLEURS, D'APPROFONDIR, AU NIVEAU DES EXPERTS DE LA COMMISSION ET DE L'ADMINISTRATION ROUMAINE, LA SUGGESTION ROUMAINE DE NEGOCIER UN EVENTUEL ACCORD DE COOPERATION.

EN MARGE DE LA REUNION, LE VICE-PRESIDENT HAFERKAMP A EU DES ENTRETIENS AVEC LE PRESIDENT CEAUCESCU ET AVEC LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, M. STEFAN ANDREI.

4.4 YUGOSLAVIE 'BUSINESS WEEK'

EN COOPERATION AVEC LES AUTORITES YUGOSLAVES, LA COMMISSION ORGANISE A BELGRADE DU 7 AU 11 MARS 1983 UNE 'BUSINESS WEEK' QUI SERA PRESIEE PAR M. SMOLE DU CONSEIL EXECUTIF FEDERAL CHARGE DES RELATIONS AVEC LA COMMUNAUTE ET PAR M. HAFERKAMP. CENT ENTREPRISES EUROPEENNES Y RENCONTRERONT UNE CENTAINE D'OPERATEURS

Western Union International, Inc. International Telex

Western Union International, Inc. International Telex

YUGOSLAVES DANS LE BUT DE DEVELOPPER DES ACCORDS DE CARACTERE INDUSTRIEL, FINANCIER ET COMMERCIAL.

UNE ETUDE PRELIMINAIRE A PERMIS D'IDENTIFIER, EN YUGOSLAVIE ET DANS LA COMMUNAUTE, ENVIRON DEUX CENTS PROJETS, NOTAMMENT DANS LES DOMAINES D'EQUIPEMENTS POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE, DE LA MACHINE AGRICOLE, DE LA MACHINE OUTIL, DE L'ELECTRICITE, DE L'ELECTRONIQUE, DES INDUSTRIES MINIERES ET ALIMENTAIRES.

4.5 TURQUIE

LE 8 DECEMBRE, M. TURKMEN, MINISTRE TURC DES AFFAIRES ETRANGERES A RENDU VISITE AU VICE-PRESIDENT HAFERKAMP AVEC LEQUEL IL A PROCEDE A UN LARGE ECHANGE DE VUES. LE MINISTRE TURC A TENU A INFORMER LA COMMISSION DES DERNIERS DEVELOPPEMENTS POLITIQUES DANS SON PAYS. AVEC M. HAFERKAMP QUI AVAIT EXPRIME LES PREOCCUPATIONS DE LA COMMISSION SUR LA SITUATION DES DROITS DE L HOMME, IL A EGALEMENT PASSE EN REVUE LES DIFFERENTS PROBLEMES QUI SE POSENT DANS LE CONTEXTE DES RELATIONS ENTRE LA TURQUIE ET LA COMMUNAUTE, NOTAMMENT L'ASSISTANCE FINANCIERE ET LES PROBLEMES DANS LE SECTEUR DU TEXTILE.

4.6 CHYPRE

UNE DELEGATION CHYPRIOTE A NEGOCIE AVEC LA COMMUNAUTE LE REGIME COMMERCIAL POUR L'ANNEE 1983. LA DELEGATION DE LA COMMISSION, CONDUITE PAR M. DUCHATEAU, A PRIS CONNAISSANCE DES DESIDERATA EXPRIMES PAR LA DELEGATION CHYPRIOTE ET S'EST ENGAGEE A FAIRE RAPPORT AU CONSEIL EN VUE D'OBTENIR SI POSSIBLE, UN COMPLEMENT DE MANDAT.

LA COMMUNAUTE ET CHYPRE ONT SIGNE CETTE SEMAINE UNE CONVENTION DE FINANCEMENT POUR UN PROJET D'ASSAINISSEMENT DES EGOUTS ET DE L'ALIMENTATION EN EAU DE LA VILLE DE NICOSIE. POUR UN COUT TOTAL DE 11,1 MIO ECUS, LA COMMUNAUTE PARTICIPERA PAR UN DON DE 4,5 MIO ET UN PRET SPECIAL DE LA BEI DE 3 MIO.

CE DERNIER PROJET EXECUTE AU TITRE DU PREMIER PROTOCOLE FINANCIER CEE-CHYPRE (30 MIO ECUS) BENEFICIERA A L'ENSEMBLE DE LA POPULATION DE L'ILE.

4.7 LIBAN

MR. PISANI AND A REPRESENTATIVE OF THE EUROPEAN INVESTMENT BANK VISITED LEBANON FROM 5-8 DECEMBER. MR. PISANI HAD DISCUSSIONS WITH THE PRESIDENT AMIN GEMAYEL, THE PRIME MINISTER, MR. CHAFI EL WAZZAN AND OTHER MINISTERS, AND WITH THE PRESIDENT OF THE COUNCIL FOR DEVELOPMENT AND RECONSTRUCTION, DR. ATALLAH.

THE PRINCIPAL OBJECT OF THE MISSION WAS TO FIND OUT THE NEEDS AND WISHES OF THE LEBANESE AUTHORITIES FOR RECONSTRUCTION AID. IT GAVE THE MISSION THE OPPORTUNITY TO ASSESS THE CONTINUING HUMANITARIAN PROBLEM.

4.8 COMITE DES AMBASSADEURS ACP-CEE (7 DECEMBRE)

LE COMITE, PRESIDE PAR LES APBASSADEURS RIBERHOLDT (DK) ET REKANGALT (GABON) A AJOURNE SA REUNION, FAUTE D'AVOIR PU S'ENTENDRE SUR L'ORDRE DU JOUR. EN CAUSE : LA MENTION, EXPLICITE OU NON A L'ORDRE DU JOUR DE LA SITUATION DES ETUDIANTS ET RESSORTISSANTS ACP DANS LES ETATS MEMBRES DE LA CEE.

LES ACP VEULENT FAIRE ENTENDRE LEUR POINT DE VUE OFFICIELLEMENT. LES ETATS MEMBRES, ARGUANT DE L'ABSENCE DE COMPETENCE COMMUNAUTAIRE EN CES MATIERES DE MINERVALE, DISCRIMINATIONS, ETC..., ENTENDENT RESERVER CES SUJETS STRICTEMENT AUX RELATIONS BILATERALES, HORS COMMUNAUTE. QUOIQUE CES CHOSES AIENT ETE DITES, IL N'A PAS ETE POSSIBLE DE SURMONTER L'OBSTACLE DE PROCEDURE, D'OU AJOURNEMENT, SANS TRAITEMENT DES AUTRES POINTS.

4.9 AIDE ALIMENTAIRE

LE REGLEMENT-CADRE CONCERNANT LA POLITIQUE ET LA GESTION DE L'AIDE ET LE PROGRAMME COMPLEMENTAIRE 1982 D'AIDE EN CEREALES (TELEX DU 26.11.82) ONT ETE FORMELLEMENT ADOPTES.

4.10 TEXTILES

SUIVANT LA PROPOSITION DE LA COMMISSION, LE CONSEIL DEVRAIT CONFIRMER L'ADHESION DE LA COMMUNAUTE A L'ARRANGEMENT MULTIFIBRES. 25 ACCORDS SUR 27 ONT ETE PARAPHEES. ILS COUVRENT UNE PERIODE DE

lex
Western Union International, Inc.
International Telex

Western Union International, Inc.
International Telex

telex International, Inc. Western Union International, Inc. telex

Western Union International, Inc. telex International Telex

QUATRE ANNEES (83) ET PORTENT SUR 90 POURC DES IMPORTATIONS COMMUNAUTAIRES EN PROVENANCE DES PAYS A.M.F.

SEULES LES NEGOCIATIONS AVEC LA COREE ET L'ARGENTINE N'ONT PAS ENCORE ABOUTI. LA COMMUNAUTE SE RESERVE LE DROIT D'APPLIQUER A LEUR EGARD UN REGIME AUTONOME A PARTIR DU 1.1.1983 SI AUCUN ACCORD N'INTERVIENT D'ICI LA.

4.11 O.C.D.E. MINISTRES DE L'AGRICULTURE (PARIS 2/3.12)

LE COMITE DE L'AGRICULTURE DE L'OCDE A TENU UNE REUNION AU NIVEAU MINISTERIEL LES 2 ET 3 DECEMBRE A PARIS. CETTE REUNION A ETE CARACTERISEE PAR UN DESIR GENERAL DES MINISTRES DE REDUIRE LES TENSIONS EXISTANTES APRES LA REUNION GATT. LE SECRETAIRE GENERAL, M. VAN LENNEP, A PROPOSE UN EXAMEN AU SEIN DE SON ORGANISATION

DE MESURES QUE LES GOUVERNEMENTS POURRAIENT PRENDRE POUR CORRIGER LES DESEQUILIBRES OBSERVES SUR LES MARCHES. IL A EN OUTRE EXPRIME SON INTENTION DE CONVOQUER DES CONSULTATIONS A HAUT NIVEAU AVEC LES PAYS LES PLUS CONCERNES POUR FACILITER CE PROCESSUS. LES MINISTRES ONT REQUEILLI FAVORABLEMENT CETTE INITIATIVE ET ONT CHARGE LE COMITE DE L'AGRICULTURE DE PROPOSER DES SOLUTIONS QUE LES GOUVERNEMENTS POURRAIENT ENVISAGER POUR CORRIGER LES DESEQUILIBRES ACTUELS DES MARCHES. LES MINISTRES ONT EGALEMENT ACCUEILLI AVEC SATISFACTION L INTENTION DU SECRETAIRE GENERAL D'ENGAGER DES CONSULTATIONS POUR FACILITER CE PROCESSUS.

IL S'AGIT DONC D'UNE TENTATIVE DE LA PART DE L'OCDE D'ENGAGER DES DISCUSSIONS ENTRE LES PAYS EXPORTATEURS DE PRODUITS AGRICOLES SUR DES QUESTIONS CONCRETES QUI SE POSENT SUR LES MARCHES D'EXPORTATION.

4.12 CACAO - AVENIR DE L'ACCORD INTERNATIONAL DE 1981

EN DECIDANT LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE A CET ACCORD LE 13 JUILLET 1981, LE CONSEIL ETAIT CONVENU DE REEXAMINER LA SITUATION APRES UN AN, COMPTE TENU NOTAMMENT DU FAIBLE TAUX DE PARTICIPATION DES PAYS EXPORTATEURS ET IMPORTATEURS. LA COMMISSION A SOUMIS AU CONSEIL EN JUILLET DERNIER UNE COMMUNICATION DRESSANT LE BILAN D'UNE ANNEE DE FONCTIONNEMENT DIFFICILE DU STOCK REGULATEUR (COMPTE TENU DES MOYENS FINANCIERS LIMITES ET

DE LA DEGRADATION CONTINUE DES PRIX) ET PROPOSANT PLUSIEURS SOLUTIONS POUR RENDRE CET ACCORD PLUS EFFICACE ET PLUS CREDIBLE.

APRES EXAMEN PAR LE GROUPE DU CONSEIL, CE DOSSIER VA ETRE SOUMIS AU COREPER. LA PARTICIPATION DE LA COMMUNAUTE ET DES ETATS MEMBRES A L'ACCORD N'EST PAS MISE EN CAUSE, MAIS IL SEMBLE DIFFICILE D'ABOUTIR A DE NOUVELLES PROPOSITIONS CONCRETES ACCEPTABLES PAR TOUS LES ETATS MEMBRES, NOTAMMENT DANS LE DOMAINE DES PRIX. A PLUS LONG TERME, LA COMMUNAUTE ET LES ETATS MEMBRES VONT PREPARER ACTIVEMENT LEUR POSITION DANS LA PERSPECTIVE D'UNE RENEGOCIATION DES 1983 DE CET ACCORD QUI EXPIRE LE 30 SEPTEMBRE 1984.

DES DIFFICULTES EXISTENT AUSSI AU SEIN DU GROUPE DES PAYS PRODUCTEURS DONT PLUSIEURS D'ENTRE EUX (DONT LE PLUS IMPORTANT, LA COTE D'IVOIRE) NE SONT PAS MEMBRES DE CET ACCORD.

LE FONCTIONNEMENT DE CET ACCORD EST DONC BLOQUE DEPUIS PLUSIEURS MOIS, ALORS QUE LA SITUATION DU MARCHÉ CONTINUE DE SE DEGRADER (PRIX DE SOUTIEN PREVU : 106 CTS US/LB - PRIX ACTUEL : 70 CTS).

5. QUESTIONS DIVERSES

5.1 AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

LA COMMISSION A ACCEPTE LA DEMISSION DE M. PADOA SCHIOPPA, DIRECTEUR GENERAL DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET FINANCIERES. LA DEMISSION PRENDRA EFFET LE 1ER FEVRIER 1983.

5.2 REPRESENTATIONS EXTERIEURES

FAISANT SUITE A SA DECISION DE CREER UNE UNITE D'INSPECTION, (TELEX DU 1.10.82) LA COMMISSION A DESIGNE M. BECK, INSPECTEUR ET M. WEIMAR, INSPECTEUR-ADJOINT.

(IL EST RAPPELE QU'EN 1983, L'INSPECTION NE PORTERA QUE SUR LES DELEGATIONS DG I ET LES BUREAUX DE PRESSE DE LA DG X).

Western Union International, Inc.



Western Union International, Inc.



Western Union International, Inc.



Western Union International Telex

5.3 AGENCE EUROPEENNE DE COOPERATION (A.E.C.)

LE CONSEIL A ARRETE LES DISPOSITIONS PARTICULIERES ET TRANSITOIRES DESTINEES A PERMETTRE LA TITULARISATION DES 56 AGENTS DU SIEGE DE L'ASSOCIATION AU TABLEAU DES EFFECTIFS DE LA COMMISSION POUR 1982. LES NOMINATIONS INTERVIENDRONT APRES AVIS D'UN COMITE AD HOC' .

E. NOEL, SECRETAIRE GENERAL, COMEUR
NNNN

*
24073 EURCOM B

21877 COMEU B